

Dans la dernière ligne droite avant les élections de 2008, la municipalité Gaudin n'a plus le choix sous peine d'être sanctionnée : elle doit régler le fléau de la saleté. Voici ses dernières cartouches. Seize mois ne seront pas de trop

L'ultime bataille de Gaudin contre la saleté de Marseille

"Je veux être le maire qui aura réglé le problème de la propreté." Jean-Claude Gaudin, sénateur-maire (UMP) de Marseille depuis 1995, sait que sa réélection - en mars 2008 si le calendrier n'est pas chamboulé - peut trébucher sur la question qui tarabuste tout le monde, et qui commence même à agacer l'électorat fidèle au premier magistrat qui trouve que, 11 ans, c'est beaucoup au regard des résultats obtenus.

Le maire sort sa nouvelle stratégie : 250 agents délivrant des PV pour crotte de chien non ramassée ou sac jeté en dehors de l'horaire autorisé.

Le maire veut - et doit - trouver une solution pérenne. Les Marseillais ne se satisferont pas, cette fois-ci, d'un coup de Kärcher sur les trottoirs, histoire de faire briller la ville le temps des élections. Les administrés, les professionnels du tourisme, les commerçants n'en peuvent plus de ces cartons, sacs poubelles, papiers gras et de la crasse lustrée d'urine enkystée à tous les coins de rue, sur tous les trottoirs.

En juin puis en juillet dernier, Jean-Claude Gaudin haranguait même les troupes du syndicat majoritaire Force ouvrière, les exhortant à l'aider "à rendre cette ville propre !". Ses détracteurs y ont vu l'appel quasi désespéré d'un patron qui ne sait plus comment se sortir de ce bourbier.

Dans la dernière ligne droite, le maire sort de sa besace sa nouvelle stratégie. Une police de ré-

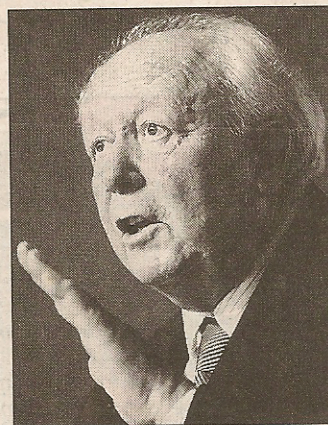
pression, soit 250 agents assermentés qui délivreraient des procès-verbaux à ceux qui enfreignent la loi. Une crotte de chien pas ramassée, un sac poubelle déposé à la mauvaise heure ou au mauvais endroit, et les punes pourraient tomber. Enfin ? Depuis 2004 et une fameuse campagne de communication, où les contrevenants risquaient 100 €, peu de PV ont été dressés et, surtout, recouverts.

Le service Allô Mairie va également être redéployé. Soixante vacataires pourraient fonctionner en "commando" pour polariser leurs actions sur la propreté. Les passants les ont croisés à quelques reprises ces derniers jours. Seul bémol dans ce dispositif, ces vacataires sont recrutés en contrats de 3 mois, trop "précaires" pour les syndicats.

Ces derniers préconisent un certain nombre de mesures où figurent une réorganisation du service, la fin du "clientélisme", la remotivation des équipes - 2 200 agents travaillent au service du nettoyage (chauffeurs de benne, cantonniers, cadres, administratifs...) - et la lutte contre l'incivilité. Tous les partenaires se sentent concernés par ce défi comme en témoignent les avis recueillis ci-dessous. C'est une chance pour Gaudin.

"C'est une bataille capitale, ne cesse de répéter le maire. L'état de cette ville est intolérable, cette situation n'a que trop duré." Pourtant, il ne touchera pas au fini-parti - système pourtant fort décrié qui veut que les agents de la collecte des ordures quittent leur poste quand ils estiment avoir fini leur travail, quitte à aller trop vite pour gagner du temps. En revanche, Jean-Claude Gaudin a décidé, contre l'avis de certains syndicats, d'étendre la suppression

de la collecte du dimanche aux 12^e et 10^e arr. (après avoir testé le 9^e) afin de redéployer des effectifs en semaine. Une expérimentation qui, selon FO, mais aussi d'après des témoignages



Le maire doit remotiver les 2 200 agents du nettoyage.

recueillis auprès des habitants dans les secteurs concernés, ne donne pas pour l'instant entière satisfaction. L'habitude ayant la vie dure, des tas de poubelles restent en rade tout le week-end.

Ces nouvelles - et énièmes - mesures suffiront-elles ? La réponse ne va pas tarder.

Christine FRANÇOIS-KIRSCH

La Provence

La Provence

Jeudi 26 Octobre 2006

Les comités d'intérêt de quartier

Monique Cordier : "Il n'y a pas de pilote dans l'avion"

➤ **Ce qui ne va pas :** "On n'arrête pas de faire des réunions sur la propreté. Mais le manque de résultats est flagrant." Le constat de Monique Cordier, présidente de la confédération des comités d'intérêt de quartier (CIQ), est assasin. "On n'est quand même pas touchés du péché originel, dans cette ville ! On manque de règlements clairs et de pilote dans l'avion."

Jean-Claude Gaudin et ses services apprécieront. "Les gens n'ont rien compris avec les heures de sortie des poubelles. Ce n'est pas clair, les médiateurs qui passent, c'est du baratin."

Autre critique, l'organisation du travail : "A Noailles, à la fin du

marché à 19h, la benne passe mais il n'y a pas d'agent qui nettoie derrière. Là, quelque chose ne va pas." Et d'ajouter : "Je me vois bien aller à Noailles à 19h, avec un seau et un balai, pour nettoyer tout ça !"

► **Ce qu'il faudrait faire :** "Mettre des affiches claires sur les conteneurs." Monique Cordier considère également qu'il faudrait "affiner quartier par quartier et réunir le CIQ, les fonctionnaires de la propreté, les représentants des syndicats, les élus pour définir les points de fixation et apporter des réponses concrètes à chaque problème." Enfin, quand tout a été tenté, la répression reste la dernière solution selon elle.

LA NORVEGE REPRESSIVE MAIS PROPRE

➤ Le militant écologiste n'en est toujours pas revenu. En voyage en Norvège pour raisons familiales, Victor Hugo Espinosa, président d'Ecoforum, raconte les solutions choisies par les Norvégiens. "Quand tu fais quelque chose, tu as de suite un procès-verbal élevé. De l'ordre de 300 euros ! Ça calme..." Un système drastique pour réduire les déchets et empêcher de prendre les trottoirs pour des poubelles que vante le Marseillais-Chilien. "Quand tu prends une canette de soda, tu la paies 3 €. Mais elle est consignée. Si tu la rapportes, on t'en rend 2. Du coup, tu jettes pas n'importe où tes bouteilles."

Pour M. Espinosa, la clé de la propreté en ville est un mélange d'information et de répression. "L'un ne va pas sans l'autre."